

APIARIO IRIS
LE MEILLEUR

LE SIECLE DU DIMANCHE

APIARIO IRIS
LE MEILLEUR

Pages dédiées aux résidents français en Uruguay
Travailler à l'expansion de la France c'est travailler à sa grandeur et à sa richesse

LA FRANCO-ARGENTINA

Compagnie d'assurances sur la vie et contre incendies

CAPITAL VERSÉ . . . \$ 1.500.000 mja. argentine
RESERVES " 8.500.000 "
RECETTES ANNUELLES
primes et rentes " 3.200 000 "
GARANTIES \$ 13.200.000 mja. argentine

Siège social: CANGALLO, 666. — Buenos Aires

Agents Généraux pour l'Uruguay: ROUX HERMANOS

ZABALA, 1459. — Montevideo

Iriarte Hnos. et Bofill

IMPORTATEURS

Entrepôt de fers, aciers, machine,
outils, etc.

Ventes: RUE CERRITO, 550
Dépôt: RUE PIEDRAS, 522 Montevideo

AGENTS EXCLUSIFS DES AUTOMOBILES

"Brasier"

Modèles de 1920

Wattinne Bossut et fils

1567-Rue Zabala-1567

MONTEVIDEO

Importation - Exportation

Cas Postale 232 - Telephone Urog. 477 Central

REGUSCI Y VOULMINOT

MONTEVIDEO

Avenue Général Rondeau, 2023 - 27

Ingénieurs Constructeurs

Fonderies de fer et de bronze

Constructions mécaniques et métalliques

Ponts et Edifices

REPARATIONS DE NAVRES

Importateurs de Machines industrielles

Représentations:

Françaises, Anglaises et Belges

Elixir PACCARD

Est employé pour l'asthme et

les bronchites chroniques.

Depositaires et concessionnaires:
DROGUERIE ET PHARMACIE "DEMARCHI"

Roch, Capdeville et Cia.
Rue Cerrito 518 a 524

A la Haute Cour

Le procès Caillaux

Les responsables de la guerre

POUR L'HISTOIRE

On se rappellera que dans un article intitulé "Les responsables de la guerre" Mr. Caillaux imputait la plus grande responsabilité de la guerre au gouvernement français.

Interrogé Mr. Viviani par le Procureur de la République s'il connaissait cet article et ce qu'il avait à répondre à ce sujet au cours des débats du procès Caillaux, le témoin a répondu:

M. Caillaux a imputé la plus grande responsabilité de la guerre au gouvernement français, qui est faible vis-à-vis de la diplomatie russe, qui a rien fait pour attirer l'Angleterre à nous; il se demande si c'était un crime ou une imbécillité et conclut pour la première hypothèse. Il a prêté au chef de l'Etat une attitude belliqueuse sur la foi de certaines confidences. Qui les a faites? Ce serait un ministre, dit M. Caillaux.

J'ai élevé tout de suite une protestation circonstanciée. Je la renouvelle, non pas pour moi, mais pour la vérité historique.

Il ne me plait pas de la laisser traîner. Rien de ce qu'a dit M. Caillaux dans son article "Les Responsables" ne doit être retenu. Je suis seul responsable des négociations de juillet 1914 même pendant que j'étais en voyage. J'écarte la responsabilité du chef de l'Etat. Je n'aurais pas laissé briser les prérogatives que je tenais de la situation de président du Conseil.

Les accusations portées sont monstrueuses. Celui qui les apporte doit les prouver par documents et témoignages.

Comment des ministres auraient-ils pu proposer à M. Poincaré ceux qui savent combien celui-ci est maître de sa parole ne pourrait pas croire qu'il ait tenu ce propos. Celui-ci est absolument absurde et calomnieux. M. Poincaré ne l'a pas tenu. Que le témoin qui l'a entendu vienne le dire. Je suis prêt à être confronté avec lui, qu'il se nomme, je l'attends depuis huit jours.

En attendant, je discuterai sans tenir compte des témoignages invoqués et non apportés.

Il y a trois faits à retenir: le 31 juillet, M. de Schoen me demanda rendez-vous par téléphone, il allait certainement m'interroger sur ce qu'allait faire la France, allée à la Russie; alors je me concertai avec M. Poincaré; nous convînmes de répondre à M. de Schoen une réponse vague: la France s'inspirera de ses intérêts.

Le 1er août, M. Isvolsky demanda à M. Poincaré si la France restait fidèle à l'alliance. M. Poincaré répond affirmativement, mais que, pour l'entrée en guerre, il n'en est pas question pour le moment.

Le 30 juillet, dans le Conseil de midi, j'ai pris la résolution de prendre la fameuse mesure de retirer nos troupes à 10 kilomètres de la frontière. Je me disais qu'un conflit local engendrerait un conflit général; que l'Allemagne nous accuserait d'être responsables de la guerre. Alors nous décidâmes le recul. Le chef de l'Etat nous approuva, ainsi que le général Joffre.

A 10 heures du soir, M. Messimy envoyait au général Joffre, d'accord avec M. Poincaré, l'instruction de veiller à ce que la cavalerie ne s'engageât pas dans la zone de 10 kilomètres.

Devant tous ces faits et devant l'état d'esprit qu'ils révèlent chez M. Poincaré, peut-on croire que celui-ci ait réellement tenu les propos à lui prêtés par M. Caillaux?

LA MOBILISATION

M. Viviani ajoute: Notre attitude consista, quand le conflit menaça de s'étendre, à nous assurer le concours anglais et la neutralité italienne.

Le grand effort de notre diplomatie a été d'allonger le délai accordé à la Russie. Nous n'y avons pas réussi, mais nos conseils n'ont pas été vains. Une fois la Serbie envahie, nous acceptâmes le fait accompli, nous demandâmes seulement l'arrêt des opérations en vue d'une discussion. L'Autriche répond par une mobilisation partielle à quoi la Russie répliqua par une mobilisation également partielle.

Défendez les idées et les intérêts économiques français à l'étranger.

Mais ce qui importe en un pareil moment, c'est moins la mobilisation que la concentration des troupes: à la Russie il fallait 20 jours pour faire cette concentration, beaucoup plus de temps par conséquent qu'aux autres nations. Rien d'étonnant donc à ce que la Russie ait pris ses précautions.

L'Allemagne demanda à la Russie de démobiliser. C'est alors que M. Sazonov se retourna vers moi, me demandant si nous serons fidèles à l'alliance. Je lui répondis: oui. Mais je supplie le gouvernement russe de ne rien faire qui puisse donner prétexte à l'Allemagne pour une mobilisation totale ou partielle. Que devais-je faire d'autre? Dans la nuit du 30 au 31 juillet, un fait grave se produisit: la mobilisation générale de l'Autriche-Hongrie; la mobilisation générale russe fut postérieure; elle fut ordonnée le 31 à 11 heures du matin, des documents irréfutables l'établissent. Comment l'Allemagne pouvait-elle donc s'armer de la mobilisation russe, qui répondait à celle de l'Autriche, et alors qu'Autriche et Russie étaient restées mobilisées pendant la guerre balkanique?

Le 31 juillet, à deux heures de l'après-midi l'empereur d'Allemagne télégraphia à l'empereur de Russie, mais il ne dit rien de la mobilisation générale russe; si celle-ci avait été ordonnée avant le 31 il en aurait parlé.

Le 31 juillet à midi, sans avoir, par conséquent, connu la mobilisation

russe, l'Allemagne déclare l'état de danger de guerre: c'était en réalité la mobilisation.

A cette même date, si l'empereur d'Allemagne avait arrêté les préparatifs pour répondre à la suggestion de sir Edward Grey, la guerre était empêchée; il n'en fut rien.

Pour nous, nous ne voulûmes mobiliser que le 1er août en présence de la mobilisation allemande. J'avais l'intention de mobiliser le 31 juillet. Mais, devant les propositions de sir Edward Grey, nous nous arrêtâmes. Nous prouvons notre désir de paix.

Un homme a pendant 24 heures, le 31 juillet, tenu le sort du monde entre ses mains, c'est l'empereur d'Allemagne.

M. Caillaux a dit que la guerre pouvait être ajournée. Oui, mais encore fallait-il pour cela être deux. Tous les 18 mois, depuis 10 ans, nous avons dû subir une menace de l'Allemagne. Les nerfs de l'Europe étaient à bout. A qui la faute?

Nous avions voté la loi de trois ans en 1913, à l'unanimité, nous étions prêts à l'exécution de cette loi. En février 1914 d'accord avec M. Caillaux, nous avions présenté aux Chambres un programme d'artillerie lourde mais ce programme n'était pas en exécution. Nous ne pouvions vouloir la guerre à ce moment-là.

L'ALLIANCE RUSSE

Et voici la perception de ce véritable désastre.

Quand M. Caillaux a dit qu'il avait à sa place l'empereur M. Sazonov me demandant si j'allais pouvoir compter sur la France?

C'était une singulière responsabilité à prendre que de dire de ne pas mobiliser. Mais alors c'était peut-être la Russie qui était mise hors d'état de nous aider, si nous étions ensuite menacés à notre tour. Nous avions gagné la bataille de la Marne grâce à l'apport de nos troupes, mais ce moment-là la Russie n'avait pas encore plusieurs centaines de milliers d'Allemands, aurions-nous été victorieux?

Et si alors la Russie n'avait pas obéi à notre conseil de ne pas mobiliser, nous aurions payé cherement l'infatigable qui n'a pas pu accepter la trêve d'attente; car l'Allemagne n'aurait pas manqué de faire maître une occasion de conflit au Maroc, terre si fertile en incidents diplomatiques et elle nous aurait trouvés seuls et sans alliance en face d'elle.

Si j'avais dit à M. Sazonov que l'alliance ne pourrait pas, autrement, être la dernière infamie que j'aurais été amené à commettre. Vous connaissez ce qu'a révélé en 1918 M. Pichon. On n'aurait ensuite demandé l'infamie d'accepter une trêve allemande à Tonn et à Verdun. L'ambassadeur d'Allemagne certes ne m'a pas parlé de cela, car il y a certaines choses dont un diplomate ne parle pas quand son interlocuteur tient une certaine attitude.

En ce qui concerne l'Angleterre, peut-on soutenir que nous n'avons pas agi pour nous assurer quelque chose à nos côtés au moment d'un conflit avec l'Allemagne? Il serait bien invraisemblable que sir Bertie que nous traitâmes comme un diplomate français et M. Paul Cambon que les Anglais traitaient comme un diplomate anglais n'aient pris aucune initiative en ce genre.

En réalité sollicité par la Russie et la France, le gouvernement anglais dit qu'il n'engagerait pas l'Angleterre pour un conflit austro-serbe. Pour moi, je pris la résolution du recul de 10 kilomètres pour démontrer au gouvernement anglais — après le pacte de la France; il fallait lui donner le sentiment que nous n'étions pas chausins.

M. Caillaux a prétendu que c'est seulement la violation de la neutralité belge qui amena l'Angleterre à intervenir. C'est inexact. La vérité est que, dès le 2 août, sir Edward Grey répondait à l'Allemagne que la Belgique n'était violée, il gardait les mains libres. D'autre part, il me télégraphiait que si les côtes françaises étaient attaquées par la flotte allemande, il serait à nos côtés.

Cette résolution était due à mes démarches et à notre attitude irréprochable. Il est donc singulièrement injuste de nous reprocher de n'avoir rien fait du côté de l'Angleterre. C'est à notre pays, à sa vaillance, à sa grandeur d'âme que nous devons le concours qui nous ont été prêtés; le gouvernement dont j'ai été le chef n'a rien fait pour les écarter.

SOYONS PRETS:

L'état de notre propagande

Pareille à ces jolies filles qui ont fait leur temps, et dont on conserve un souvenir discret, ma devise, notre propagande, jadis, si utilement active, s'en tient désormais à une réserve par trop excessive.

Elle demeure cloîtrée dans quelque retraite austère, où nul, semble-t-il, ne viendra plus la retrouver pour la sortir du néant.

L'étranger fait grandement ses frais de notre incompréhension inaction.

Nous avons beau avertir, crier, garer, demander, inviter, exhorter, le silence le plus inopportuniste répond à nos appels pressants.

Faut-il donc paraphraser notre Bossuet national et s'écrier avec lui: "Notre propagande se meurt, notre propagande est morte!"

Morte, elle l'est en effet. Et toute la France clairvoyante devrait pleurer sa perte.

Les lourdes préoccupations du présent. Ministres, ont laissé s'éteindre ce foyer vers lequel convergent toutes les énergies intellectuelles du pays, et vers lequel seraient du converger également toutes nos forces économiques.

Et le temple de la rue François 1er, si décrié, si critiqué et pourtant si utile, a entraîné dans sa regrettable déliquescence, les éléments les plus actifs de notre expansion.

Aujourd'hui, après un an d'inaction, nous demeurons désarmés: nos concurrents eux-mêmes, qui se sont fortifiés, ils agissent avec un ordre et une ténacité accrues par notre indifférence. Ils obtiennent, contre nos intérêts — bien entendu — le résultat les plus appréciables.

Les nouvelles précises qui nous parviennent de l'étranger ne laissent aucun doute sur cette situation d'attente, par une inexplicable inaction, et dont le pays ne tardera pas à payer les lourdes conséquences.

Certains ont tenu à connaître les raisons de ce silence obstiné de la propagande française. Ils ont voulu s'informer et ils ont appris que plusieurs projets se combattaient, ou, au moins, ne s'entendaient pas, ne sachant exactement que faire, on ne faisait rien.

La grosse difficulté consistait à savoir si l'office que l'on se proposait de fonder à nouveau dépendrait de tel, ou tel autre ministère, ou de la présidence du Conseil, ou serait simplement un organe interministériel.

En présence de tant de divergences de vues, et de l'urgence d'une solution, un projet semblait répondre aux principales exigences. Elaboré par les spécialistes, et déposé le 23 septembre par M. Geo. Géraud, sur le bureau de la Chambre, M. Geo. Géraud, a beaucoup voyagé. Il n'ignore rien des nécessités du pays, des combats qui se livrent sur les marchés extérieurs pour les prérogatives nationales; c'est un homme pratique qui a beaucoup vu, et qui sait. Son projet attend toujours.

Défendez les idées et les intérêts économiques français à l'étranger.

On a voulu donner l'apparence d'une rénovation en transformant les locaux de l'ancien commissariat, on a repartagé certains locaux, mis du papier neuf, défilé quelques téléphones, et décidé de combattre la dépopulation, l'alcoolisme, et le mal qui d'euphorisme.

Intentions excellentes, en vérité, mais la propagande en a-t-elle dit tout cela?

On voit les services d'autrefois. On est cette activité qui animait vers la rue François 1er toutes les ambitions françaises, tous ceux qui, aidés, encouragés dans leur œuvre de traitement ou de sympathie, venaient offrir leur appui, leurs relations et leur influence à la France.

Si la propagande française est morte, il importe de la ressusciter au plus tôt. La faute de nous trouver dans un défilé très court, en présence d'une situation irrémédiablement perdue.

On sont des serviteurs d'autrefois, hommes d'initiative, de tact, de conviction qui ont su créer, au milieu de toutes pièces un organisme qui existait pas avant eux, et qui ont fait de l'excellente besogne.

A quelques exceptions près, ils ont repris, depuis leur démission, le cours de leurs occupations d'avant guerre, les vaines études au hasard de la vie.

En nous souvenant de ceux dont la parole a été entendue, écoutée, ceux qui ont répondu au-delà de nos frontières, la glorieuse vérité, ceux qui ont été lus et lus, nous mériterions tout le prix que nous apportons à des affections que nous avons à cœur d'entretenir et de développer chaque jour davantage.

Bien sûr, lorsque notre production nous aura permis de répondre aux besoins extérieurs, nous trouverons la place définitivement prise. Aujourd'hui, de la bêche laissée par notre manque de fabrication se recroûtent peu à peu. Des maintenant, il nous faut travailler à préparer l'avenir de nos débouchés. Notre situation ne s'améliorera que lorsque nous aurons recouvré nos possibilités d'exportation. Faisons savoir aux peuples que la France est prête à la paix pacifique, qu'elle entend la combiner sur les champs de bataille — soit victorieuse.

Notre propagande, il faut la constituer de toutes pièces au plus vite, l'étendre dans le cadre économique. Il faut créer des propagandistes, et voilà le difficile, car on nait propagandiste, c'est un instinct, un sentiment, on ne le devient pas.

M. Millerand dont la puissance d'analyse de tous les problèmes d'une remarquable compréhension des nécessités opportunes, saura, nous en sommes certains, surmonter les difficultés qui s'opposent à la reconstitution d'un organisme vital pour l'expansion française.

Il imposera sa volonté dans l'intérêt du pays. Sans plus tarder, il faut poursuivre plus activement que jamais, la rénovation de notre propagande.

Jean Aulnay.

La Caisse d'épargne de Paris

La Caisse d'épargne de Paris a reçu en 1919, 54.900.000 francs et payés 52.500.000 francs.

Les versements ont été au nombre de 187.801 dont 29.215 nouveaux, 54.996.864 fr., en 4.827 transferts provenant de diverses caisses d'épargne, 3.874.592 francs; en 126.129 parties d'arrangements de rente et d'intérêts d'obligations des chemins de fer de l'Etat appartenant aux déposants, 1 million 157.227 francs; en 28 versements provenant d'amortissements de rente appartenant aux capitalistes pour le compte de ses déposants, 3.959.213 francs.

Elle a remboursé par contre, 30.283 en solde, 32.509.671 francs; en 1.564 transferts-paiements envoyés à diverses caisses d'épargne, 926.602 francs.

Au 31 décembre 1919, le solde dû par la Caisse d'épargne de Paris à 673.050 déposants, s'élève à francs 128.778.900.

Des livrets qui étaient de 671.349 au 1er janvier 1919, a augmenté dans l'année de 1.741. Et le solde dû aux déposants, qui était, au 1er janvier 1919, de 9.594.067 francs, a augmenté, dans l'année, de 29.184.533 francs.

Les inscriptions de rentes, dont la Caisse d'épargne reste dépositaire, s'élèvent en nombre, à 32.658 pour 1.116.734 francs de rentes.

Bureau Français d'Affaires

AVEC

L'Amérique du Sud

PARIS - MONTEVIDEO - TACUAREMBO

Importation directe des Meilleurs produits Français

Automobiles "Clément Bayard"
Bicyclettes "Alcyon"
Motocyclettes "Alcyon"
Avec leurs pièces de rechange et accessoires
Cognacs et Liqueurs de la Maison "Archambeaud Frères": Bordeaux
Cognacs: "Jockey Club Brandy"
V. S. P. O. Carte d'Or"
Cognacs "Jockey Club Brandy"
Carte bleue
Bitteral
Bitter del Campo

Articles de Coutellerie de Châtellerault
Accessoires d'Automobiles
Conserves et Huiles extra fines
Savons de Marseille
etc. etc. etc.

SALONS D'EXPOSITIONS et DEPÔTS

362, Uruguay. Montevideo

CHAMPAGNE

V. Clicquot Ponsardin

REIMS

Su incomparable calidad cimentó su fama mundial

Unicos depositarios
J. GRANARA y Cia.

Papelerie "Galli"

A. SOURY & Cie.

Fabrique de livres commerciaux

Articles pour bureau

Papiers en general

Maison à Paris

Fg. POISSONNIERE

Paris

RUE ANCON

angle ITUZAINGO

Place Constitució

Montevideo

ARMAND CRABBE

Ventes prochaines de disques impressionnés par le célèbre bariton Belge Armand Crabbe expressément pour la «Argentine National Record».

MAISON MAX - GLUXMAN

AVENUE 18 de JULIO, N.º 964

MONTEVIDEO

